

Pesticides : « Nous, chercheurs et chercheuses, dénonçons une mise au placard des connaissances scientifiques »

Tribune

Des scientifiques soulignent, dans une tribune au « Monde », combien la mise en pause du plan Ecophyto, annoncée le 1^{er} février par le premier ministre, Gabriel Attal, contredit l'objectif de réduction de l'usage des pesticides.

En 2021 et en 2022, nous avons présenté les conclusions de trois synthèses des connaissances scientifiques sur les impacts des produits phytopharmaceutiques (« pesticides ») et les solutions alternatives. Conduits dans le cadre du plan Ecophyto à la demande du gouvernement pour éclairer sa prise de décision, ces travaux, coordonnés par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale ([Inserm](#)), l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement ([Inrae](#)) et l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer ([Ifremer](#)) sont inédits par la centaine d'experts mobilisés et les plus de 11 000 publications analysées.

Nos expertises scientifiques collectives ont démontré l'ampleur des impacts des pesticides sur la santé humaine et l'environnement, et mis en évidence des alternatives agroécologiques capables de répondre aux enjeux environnementaux tout en préservant la production agricole. Nos travaux ont aussi identifié les verrous socio-économiques et institutionnels qui limitent le déploiement des alternatives, et les leviers pour les dépasser. Nos conclusions ont alimenté des [travaux parlementaires](#) soulignant le besoin de renforcer le plan Ecophyto, car il n'a pas permis de réduire l'usage des pesticides. Pourtant, le gouvernement a choisi de suspendre ce plan pour apaiser le conflit avec une partie du monde agricole.

Nous, chercheurs et chercheuses, manifestons ici notre inquiétude face à cette décision, symptomatique du traitement disjoint des enjeux agricoles et environnementaux. Nous dénonçons une mise au placard des connaissances scientifiques et réaffirmons la nécessité d'une politique multisectorielle d'envergure et de long terme, en faveur d'une agriculture économiquement viable et respectueuse de la santé et de l'environnement.

Enjeux de santé publique et animale

Tous les milieux (sols, eau, air), même éloignés des zones d'application, sont contaminés par des pesticides. Des liens existent entre pesticides et santé humaine chez les agriculteurs, les autres professionnels manipulant ces produits, et les enfants exposés pendant la grossesse : maladies respiratoires, troubles cognitifs, maladie de Parkinson, troubles du développement neuropsychologique et moteur, cancers. L'usage généralisé de pesticides favorise les résistances chez les organismes qu'ils sont censés éliminer – compromettant l'efficacité des produits à plus long terme – et chez des organismes responsables de maladies – soulevant de nouveaux enjeux de santé publique et animale.

Les pesticides contribuent à l'effondrement de la biodiversité : déclin des invertébrés terrestres (vers de terre, insectes...) et aquatiques, des oiseaux, etc. Ils altèrent certains processus naturels, tels que la pollinisation, la régulation des ravageurs et des maladies des cultures. Or, ces services que la biodiversité rend gratuitement aux agriculteurs leur sont essentiels pour gagner en durabilité et en autonomie.

Des solutions existent pour protéger les cultures autrement : semer des mélanges variétaux, cultiver plusieurs espèces dans un même champ, allonger les rotations ou encore pratiquer l'agroforesterie. Toutes ces pratiques concourent à contrôler les ravageurs et les maladies des cultures.

Par exemple, les associations de cultures aident à contrôler les adventices, tandis que les haies, bandes fleuries et prairies abritent des oiseaux, des chauves-souris, des araignées et des insectes auxiliaires de culture qui se nourrissent des ravageurs et pollinisent les plantes cultivées. La littérature scientifique signale la baisse de l'usage des pesticides dans les systèmes qui mettent en œuvre ces pratiques.

De plus, un paysage avec une diversité de cultures et au moins 20 % de végétation non cultivée (haies, prairies, bosquets...) offre des refuges à la biodiversité tout en limitant la dispersion des pesticides. Un autre levier d'action est l'amélioration de l'évaluation des risques liés aux pesticides, notamment en s'appuyant sur les connaissances scientifiques robustes les plus récentes, en renforçant la surveillance postautorisation et en continuant à se fonder sur l'expertise des agences de sécurité sanitaire.

Les agriculteurs supportent une très grande part du poids des réglementations, alors que leurs choix de pratiques sont contraints par les filières en amont et en aval : semenciers, conseil agricole, industries agroalimentaires, grande distribution... En dehors de la certification « Agriculture biologique », les initiatives pour produire de façon rentable sans pesticides de synthèse sont marginales.

Pour opérer un changement à large échelle, l'ensemble des maillons des filières doit évoluer. Cette évolution doit s'accompagner d'une meilleure évaluation et d'une meilleure répartition des coûts et des bénéfices des pratiques agricoles. Alors que les coûts de l'usage des pesticides sont essentiellement supportés à bas bruit par les contribuables (dépenses de santé, coûts de dépollution...), les cobénéfices de pratiques respectueuses de l'environnement et de la santé restent insuffisamment rémunérés aux agriculteurs.

Rôle-clé des politiques publiques

Le succès de la politique agricole commune [PAC] pour moderniser l'agriculture au sortir de la seconde guerre mondiale témoigne du rôle-clé des politiques publiques dans une transition d'envergure. Garantir durablement la sécurité alimentaire en préservant les écosystèmes est possible à condition de se doter de politiques cohérentes qui gèrent simultanément les enjeux sanitaires, agricoles, environnementaux et alimentaires.

[Ces politiques doivent tenir compte des effets du changement climatique](#). Les rendements des systèmes intensifs sont d'ailleurs plus affectés par les épisodes de sécheresse ou d'inondations que ceux des systèmes diversifiés.

Ces politiques doivent concerner l'ensemble des filières agricoles et alimentaires, de la réorientation de la sélection variétale à la création de débouchés rémunérateurs pour les systèmes vertueux. Elles doivent accompagner les agriculteurs dans la transition en favorisant les relations entre recherche, conseil et pratique. Enfin, elles doivent inciter à l'évolution des comportements alimentaires vers des régimes favorables à la santé et à l'environnement.

L'objectif de réduction de l'usage de pesticides est atteignable sans opposer agriculture et environnement. Sans nier les imperfections du plan Ecophyto, nous estimons que sa mise en pause est un signal à l'encontre de cet objectif. Le moment n'est-il pas opportun pour construire des politiques publiques audacieuses appuyées sur les connaissances scientifiques ?

Premiers signataires : **Cécile Chevrier**, épidémiologiste, Inserm ; **Xavier Coumoul**, toxicologue, université Paris Cité ; **Clémentine Fritsch**, écotoxicologue, CNRS ; **Vincent Martinet**, économiste, Inrae ; **Wilfried Sanchez**, écotoxicologue, Ifremer ; **Aude Vialatte**, agroécologue, Inrae.